

Comptes annuels
au 31 décembre 2019



BANQUE
FORTUNA
Société Coopérative

Depuis 1920

TABLE DES MATIÈRES

3

Rapport de gestion	4
Rapport d'audit	8
Comptes annuels	13



Rapport de gestion

Mesdames et Messieurs,

En exécution de notre mandat légal et statutaire, nous avons l'honneur de présenter le rapport sur l'exercice écoulé et de soumettre les comptes annuels établis au 31 décembre 2019 à l'approbation de l'Assemblée Générale Ordinaire.

L'année 2019 fut marquée par une nouvelle baisse des taux d'intérêts dans la zone Euro. Cette nouvelle baisse a permis à la Banque de transformer les dépôts de manière saine et réfléchie dans un marché immobilier résidentiel local qui continue à confirmer sa dynamique depuis quelques années.

En décembre 2019, l'accord signé avec Bank of Beirut, venu à échéance, ne fut pas renouvelé et ne sera pas concrétisé. Fortuna Banque continue ses investissements pour assurer son développement à court terme et explorer ses options visant à assurer sa croissance à long terme.

La Banque a continué à automatiser différents processus dans son outil informatique permettant ainsi d'améliorer la qualité des données et d'augmenter sa productivité.

Contrairement à toute attente des analystes, l'année 2019 fut excellente au niveau des performances des marchés financiers. Les bourses mondiales ont effacé largement les pertes encourues durant l'année 2018 se positionnant ainsi à des nouveaux sommets historiques. Si les places européennes progressaient moins bien que celles des Etats-Unis ces dernières années, en 2019, les performances sont devenues plus comparables.

La formidable hausse des marchés actions n'a été soutenue ni par la croissance économique - qui a ralenti -, ni par les profits des entreprises - révisés à la baisse tout au long de l'année -, ni par l'optimisme des investisseurs. C'est une fois de plus l'action des banques centrales qui a été l'élément déterminant. Si la FED a augmenté une dernière fois ses taux directeurs fin 2018, Jerome Powell a revu à la baisse trois fois de suite les taux directeurs. En Europe, la BCE a continué à baisser ses taux de dépôts et a relancé un nouveau programme de rachat de titres afin de soutenir l'économie.

En matière d'obligations professionnelles, la lutte contre le blanchiment d'argent et le financement du terrorisme ainsi que le RGPD ont continué à se trouver sur l'agenda réglementaire.

Fortuna Banque a concentré une part non négligeable de ses efforts dans l'amélioration de ses outils de gestion des risques dans l'intérêt de ses clients, employés et sociétaires.

L'encours global des crédits accordés par la Banque s'élève à € 190,1 millions, ce qui représente une augmentation de 1 % par rapport à l'année précédente.

Les investissements majeurs réalisés en 2018 et 2019 ont impacté le résultat de l'année. Néanmoins ces investissements ont permis de positionner la Banque idéalement pour son développement futur.

Comme la protection des avoirs de nos clients demeure un des majeurs objectifs, la Banque est restée très sélective dans la production de crédit, afin de continuer à garder et garantir un portefeuille de toute première qualité.

En application de notre politique de prudence et des exigences réglementaires, le pourcentage des créances sur la clientèle assorties de garanties hypothécaires de première qualité est resté stable à un niveau élevé.

Les crédits à la consommation (prêts personnels) ne sont, en règle générale, accordés qu'à des clients avec lesquels la Banque a de bonnes relations d'affaire.

Les actifs corporels sont amortis de manière linéaire sur la durée de vie économique estimée des biens et sont inscrits au bilan au prix d'acquisition diminué des corrections de valeur. Les actifs incorporels présentent à nouveau la plus forte croissance en 2019. Ces investissements sont toujours en relation avec le développement du nouveau système informatique.

L'exercice 2019 s'est clôturé par une somme de bilan de 261.327.828,59 €, soit une légère baisse de 3,6 %. La Banque a continué à placer la majeure partie (68 %) de ces liquidités auprès de la Banque Centrale de Luxembourg.

Fortuna Banque a procédé à la dotation aux provisions nécessaire à une gestion prudente de ses risques, ainsi qu'aux amortissements réglementaires.

La Banque poursuit toujours une approche prudente dans le développement de ses activités et continue à respecter tous les ratios réglementaires définis par la CRD IV (Directive Européenne sur les exigences de fonds propres).

En 2019, le Conseil d'Administration a décidé de procéder à une augmentation des fonds propres réglementaires par le biais d'un prêt subordonné pour un montant de 200.000 €. Les prêts subordonnés pour un montant global de 1.300.000 € ont été souscrits par des associés historiques de la Banque, témoignant ainsi leur confiance dans le potentiel de développement de la Banque.

Le résultat de l'exercice 2019 présente une perte de 1.574.511,03 €, après amortissements, provisions et impôts.

Le Conseil d'Administration proposera à l'Assemblée Générale de répartir le résultat de l'année 2019 augmenté du report à nouveau de 2018 comme suit :

Bénéfice reporté 2019		19.956,73 €
Perte exercice 2019		(1.574.511,03) €
Réserve légale	-	
Réserves	-	
Dividendes	-	
Report à nouveau	(1.554.554,30) €	
Totaux	(1.554.554,30) €	(1.554.554,30) €

Au vu du résultat, le Conseil d'Administration propose de ne pas distribuer de dividende pour l'exercice 2019. Le solde est alors reporté à nouveau pour l'année 2020.

Depuis l'arrêté des comptes au 31 décembre 2019, aucun événement qui pourrait influencer la pérennité de la banque ne s'est produit. Cependant, au début de l'année 2020, la banque a découvert un incident matériel survenu en 2018. En accord avec son réviseur d'entreprises agréé et dans le respect du cadre réglementaire régissant la fonction d'audit, la banque a décidé de tenir compte de l'impact de cet incident sur les comptes annuels de l'année 2019.

Le Conseil d'Administration prie l'Assemblée Générale de bien vouloir approuver les comptes annuels arrêtés au 31 décembre 2019 tels qu'ils lui sont soumis.

Le Conseil d'Administration prie l'Assemblée Générale d'accorder la décharge aux administrateurs pour leur gestion.

Au terme de ce rapport, le Conseil d'Administration adresse ses plus sincères remerciements aux membres de la Direction, au personnel et à tous les collaborateurs pour leur engagement et leur compétence qui nous ont permis de moderniser la Banque et de la préparer pour l'avenir.

Nous souhaitons également remercier tous nos clients, anciens et nouveaux, que nous avons eu le plaisir de servir et de conseiller durant cette année écoulée. Nous prenons l'engagement de continuer à être présents à leurs côtés et de leur proposer, en cette nouvelle année, une offre de nouveaux produits et services davantage adaptée à leurs besoins.

Luxembourg, le 15 mai 2020
Le Conseil d'Administration



De gauche à droite : Jerry Grbic, Directeur Général, André Poorters, Président et Charles Wagener, Membre du CA

Rapport d'audit

Au Conseil d'Administration de
Fortuna Banque s.c.

Rapport sur l'audit des comptes annuels

Notre opinion

A notre avis, les comptes annuels ci-joints donnent une image fidèle de la situation financière de Fortuna Banque s.c. (la « Banque ») au 31 décembre 2019, ainsi que des résultats pour l'exercice clos à cette date, conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et à la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg.

Ce que nous avons audité

Les comptes annuels de la Banque comprennent :

- le bilan au 31 décembre 2019 ;
- le compte de profits et pertes pour l'exercice clos à cette date ; et
- l'annexe aux comptes annuels, incluant un résumé des principales méthodes comptables.

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit en conformité avec le Règlement (UE) N° 537/2014, la Loi du 23 juillet 2016 relative à la profession de l'audit (la Loi du 23 juillet 2016) et les normes internationales d'audit (ISA) telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la Commission de Surveillance du Secteur Financier (CSSF). Les responsabilités qui nous incombent en vertu du Règlement (UE) N° 537/2014, de la Loi du 23 juillet 2016 et des normes ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF sont plus amplement décrites dans la section « Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Nous estimons que les éléments probants que nous avons recueillis sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion d'audit.

Nous sommes indépendants de la Banque conformément au code de déontologie des professionnels comptables du conseil des normes internationales de déontologie comptable (le Code de l'IESBA) tel qu'adopté pour le Luxembourg par la CSSF ainsi qu'aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des comptes annuels et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités éthiques qui nous incombent selon ces règles.

Au mieux de notre connaissance et en toute bonne foi, nous confirmons que nous n'avons pas fourni de services autres que d'audit interdits tels que visés par l'Article 5(1) du Règlement (UE) N° 537/2014.

Les services fournis en plus de l'audit légal tant à la Banque qu'à sa ou ses filiales, lorsqu'applicable, pour l'exercice clos à cette date, sont mentionnés dans la note 20 des comptes annuels.

Observation

Nous attirons l'attention sur la note 29.1 des comptes annuels, qui indique que suite à la décision du Conseil d'Administration en date du 12 mai 2020 d'adopter les présents comptes annuels tels qu'ajustés, le présent rapport d'audit remplace le précédent rapport d'audit incluant notre opinion signée datée du 6 mars 2020. Cette observation ne modifie pas notre opinion.

Questions clés de l'audit

Les questions clés de l'audit sont les questions qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée. Ces questions ont été traitées dans le contexte de notre audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et aux fins de la formation de notre opinion sur ceux-ci, et nous n'exprimons pas une opinion distincte sur ces questions.

Question clé de l'audit	Comment notre audit a répondu à cette question clé
<p><i>Valorisation des crédits à la clientèle</i></p> <p>Les crédits à la clientèle forment le principal élément composant le bilan de Fortuna Banque s.c. (la Banque). En effet, le montant de ces crédits représente 73 % du montant total du bilan soit 190 millions EUR.</p> <p>Comme indiqué à la Note 16, les crédits à la clientèle sont principalement composés des crédits hypothécaires et des lignes de crédit et découverts en compte courant pour un montant respectif de 175 millions EUR et 12 millions EUR.</p> <p>L'évaluation du risque de crédit relève du jugement de la Direction de la Banque fondé sur l'analyse effectuée par le département en charge du suivi du risque de crédit afin de déterminer le montant et la période de reconnaissance de ces dépréciations éventuelles. Cela implique l'identification d'indicateurs de détérioration de crédits et l'évaluation des garanties reçues par la Banque le cas échéant.</p>	<p>Nous avons testé la conception, la mise en place ainsi que l'efficacité des contrôles pertinents portant sur les crédits à la clientèle.</p> <p>Les procédures de contrôle suivantes ont été effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none">• Implication de spécialistes en audit informatique afin d'inspecter les contrôles informatiques (contrôles des accès aux systèmes afin de s'assurer que les accès sont restreints aux personnes autorisées) ;• Inspection sur base d'un échantillon du contrôle portant sur les crédits en dépassement. <p>Les procédures substantives suivantes ont été effectuées :</p> <ul style="list-style-type: none">• Inspection de documents de supports probants (contrats signés entre les différentes parties, évaluations basées sur des données externes dans le cadre de l'octroi d'un crédit, etc.) pour un échantillon de crédits à la clientèle ;• Sur base d'un échantillon, inspection de certains paramètres relatifs aux crédits à la clientèle inclus dans le système informatique opérationnel par rapport aux informations pertinentes figurant dans la documentation contractuelle ;• Inspection sur base d'un échantillon de l'évaluation des crédits à la clientèle effectuée par la Banque en fin d'année ;• Vérification des informations dans les dossiers relatifs aux créances en souffrance et le cas échéant, vérification de la prise en compte de l'existence et de la valorisation des garanties/hypothèques dans l'appréciation du niveau de dépréciation à enregistrer sur le crédit à la clientèle ;

Ce processus est, de par sa nature, complexe parce qu'il se base sur des critères qualitatifs et quantitatifs et inclut un certain degré de subjectivité.

Nous avons donc considéré la valorisation des crédits à la clientèle comme une question clé de l'audit à la fois en raison de leur importance dans la présentation de la situation financière et du résultat de la Banque, ainsi que pour le niveau de jugement que requiert une telle valorisation.

- Vérification du poste de corrections de valeur relatives aux crédits à la clientèle ;
- Obtention de confirmations externes de la part des avocats en charge de dossiers litigieux ;
- Vérification sur base d'un échantillon que les crédits hypothécaires sont garantis par des hypothèques de premier rang.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe au Conseil d'Administration. Les autres informations se composent des informations présentées dans le rapport de gestion mais ne comprennent pas les comptes annuels et notre rapport d'audit sur ces comptes annuels.

Notre opinion sur les comptes annuels ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des comptes annuels, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les comptes annuels ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Responsabilités du Conseil d'Administration pour les comptes annuels

Le Conseil d'Administration est responsable de l'établissement et de la présentation fidèle des comptes annuels conformément aux obligations légales et réglementaires relatives à l'établissement et la présentation des comptes annuels en vigueur au Luxembourg, ainsi que du contrôle interne qu'il considère comme nécessaire pour permettre l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, c'est au Conseil d'Administration qu'il incombe d'évaluer la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si le Conseil d'Administration a l'intention de liquider la Banque ou de cesser son activité ou si aucune autre solution réaliste ne s'offre à lui.

Responsabilités du Réviseur d'entreprises agréé pour l'audit des comptes annuels

Les objectifs de notre audit sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, et de délivrer un rapport d'audit contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des comptes annuels prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément au Règlement (UE) N° 537/2014, à la Loi du 23 juillet 2016 et aux ISA telles qu'adoptées pour le Luxembourg par la CSSF, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de la Banque ;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par le Conseil d'Administration, de même que les informations y afférentes fournies par ce dernier ;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par le Conseil d'Administration du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de la Banque à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Cependant, des événements ou situations futurs pourraient amener la Banque à cesser son exploitation ;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la forme et le contenu des comptes annuels, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les comptes annuels représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle.



Nous communiquons aux responsables du gouvernement d'entreprise notamment l'étendue et le calendrier prévu des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Parmi les questions communiquées aux responsables du gouvernement d'entreprise, nous déterminons quelles ont été les plus importantes dans l'audit des comptes annuels de la période considérée : ce sont les questions clés de l'audit. Nous décrivons ces questions dans notre rapport sauf si des textes légaux ou réglementaires en empêchent la publication.

Rapport sur d'autres obligations légales et réglementaires

Le rapport de gestion est en concordance avec les comptes annuels et a été établi conformément aux exigences légales applicables.

Nous avons été désignés en tant que Réviseur d'entreprises agréé par l'Assemblée Générale des Actionnaires en date du 21 mars 2019 et la durée totale de notre mission sans interruption, y compris les reconductions et les renouvellements précédents, est de 10 ans.

PricewaterhouseCoopers, Société coopérative
Représentée par

Luxembourg, le 15 mai 2020

Cyril Lamorlette

Comptes annuels

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019 (exprimé en EUR)

ACTIF	Notes	2019	2018
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	3	43.887.310,69	57.802.650,43
Créances sur les établissements de crédit	3,16	16.248.876,53	12.815.765,94
a) à vue		9.963.174,68	6.851.718,76
b) autres créances		6.285.701,85	5.964.047,18
Créances sur la clientèle	3,16, 29.1	190.085.907,16	188.865.198,26
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	3, 4	6.358.782,34	6.412.213,97
a) émetteur public		6.358.782,34	5.412.213,97
b) autres émetteurs		0,00	1.000.000,00
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	3, 5	1.371.042,18	1.871.571,50
Participations	3, 6, 7	396,24	401,82
Actifs incorporels	7	1.965.898,41	2.139.839,73
Actifs corporels	7, 8	240.908,55	273.751,85
Autres actifs	9	55.416,15	59.237,59
Comptes de régularisation	29.1	1.113.290,34	845.969,10
Total de l'actif	10	261.327.828,59	271.086.600,19

Comptes annuels

BILAN AU 31 DÉCEMBRE 2019 (exprimé en EUR)

PASSIF	Notes	2019	2018
Dettes envers les établissements de crédit	11	5.716,01	0,00
a) à vue		5.716,01	0,00
Dettes envers la clientèle	11	248.225.984,53	255.952.947,87
a) dépôts d'épargne		163.572.878,13	159.672.282,72
b) autres dettes		84.653.106,40	96.280.665,15
ba) à vue		54.297.962,47	52.144.119,62
bb) à terme ou à préavis		30.355.143,93	44.136.543,53
Dettes représentées par un titre	11	143.551,58	143.551,58
a) bons et obligations en circulation		143.551,58	143.551,58
Autres passifs	12	382.439,29	302.217,58
Comptes de régularisation		165.423,70	531.223,15
Provisions		497.600,00	875.035,68
a) provisions pour impôts	26	0,00	414.834,68
b) autres provisions	24	497.600,00	460.201,00
Capital souscrit	13	9.007.222,96	9.007.222,96
Prêts subordonnés	14	1.300.000,00	1.100.000,00
Primes d'émission		317.433,36	317.433,36
Réserves	13	2.837.011,46	2.764.011,46
Résultats reportés	13	19.956,73	40.616,56
Résultat de l'exercice		(1.574.511,03)	52.340,17
Total du passif	15	261.327.828,59	271.086.600,19

HORS BILAN	Notes	2019	2018
Avoirs de tiers détenus par l'établissement de crédit	17	20.052.975,53	19.529.003,12
Engagements	25	23.115.611,59	10.608.772,21



Comptes annuels

COMPTES PROFITS ET PERTES AU 31 DÉCEMBRE 2019 (exprimé en EUR)

	Notes	2019	2018
Intérêts et produits assimilés		4.117.905,18	4.365.075,23
Dont : sur valeurs mobilières à revenu fixe	2.6	29.510,79	35.420,77
Intérêts et charges assimilées		(1.028.619,17)	(1.106.205,52)
Revenus de valeurs mobilières		23.306,64	24.747,44
a) participations		23.306,64	24.747,44
Commissions perçues		752.012,35	735.744,64
Commissions versées		(49.807,74)	(56.731,64)
Résultat provenant d'opérations financières		(3.818,02)	(14.491,62)
Autres produits d'exploitation	19,24	84.830,66	287.677,42
Frais généraux administratifs		(4.342.335,50)	(4.634.546,52)
a) frais de personnel		(2.398.628,99)	(2.215.156,19)
dont :			
- salaires et traitements		(2.031.597,45)	(1.847.156,42)
- charges sociales		(250.473,06)	(228.690,34)
dont : charges sociales couvrant les pensions		(116.558,48)	(134.935,69)
b) autres frais administratifs	20, 24	(1.943.706,51)	(2.419.390,33)
Corrections de valeur sur actifs incorporels et corporels	7	(415.891,27)	(387.706,35)
	28,		
Autres charges d'exploitation	29.1	(685.104,42)	(13.767,00)
Corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements	2.5, 16	(22.958,74)	0,00
Reprise de corrections de valeur sur créances et provisions pour passifs éventuels et pour engagements	2.5, 16	0,00	915.791,21

	Notes	2019	2018
Impôts sur le résultat provenant des activités ordinaires	26	(535,00)	(59.535,00)
Résultat provenant des activités ordinaires, après impôts		(1.571.015,03)	56.052,29
Autres impôts ne figurant pas sous les postes ci-dessus	26	(3.496,00)	(3.712,12)
Résultat de l'exercice		(1.574.511,03)	52.340,17

BANQUE
FORTUNA
Société Coopérative

©Pierre Guersing

Annexes des comptes annuels

AU 31 DÉCEMBRE 2019

1. Généralités

FORTUNA Banque s.c., ci-après “la Banque” a été constituée à Luxembourg le 24 février 1920 sous la forme d’une société coopérative pour une durée de 30 ans allant jusqu’au 31 décembre 1949.

La durée de la Banque a été prolongée une première fois pour 30 ans jusqu’au 31 décembre 1979 et une seconde fois pour 30 ans jusqu’au 31 décembre 2009. L’Assemblée Générale Extraordinaire des associés, qui s’est tenue le 18 juin 2009, a décidé de prolonger la durée de la Banque pour une durée illimitée et de modifier les statuts en conséquence.

La politique commerciale et les règles d’évaluation de la Banque, pour autant qu’elles ne soient pas déterminées par des prescriptions légales luxembourgeoises, sont arrêtées et surveillées par le Conseil d’Administration.

Afin que la raison sociale reflète mieux les diverses activités, la dénomination de FORTUNA, Société Coopérative de Crédit et d’Epargne a été changée en FORTUNA Banque s.c. le 22 juillet 1999.

En date du 7 décembre 2015, la Banque a élargi son objet social lors d’une assemblée générale extraordinaire en vue de la fusion par absorption de sa filiale FinAdvice Finanzplanung S.A. qui a été réalisée le 30 décembre 2015.

La Banque a pour objet la collecte, la gestion et le placement de l’épargne et des dépôts, d’accorder des crédits, ainsi que d’opérer toutes les opérations lui étant nécessaires ou utiles dans l’accomplissement de son objet social. L’objet social de la Banque englobe aussi la réception, la transmission et l’exécution d’ordres portant sur un ou plusieurs instruments financiers pour compte de ses clients, l’activité de fourniture de recommandations personnalisées à un client, soit à sa demande, soit à l’initiative de la Banque, en ce qui concerne une ou plusieurs transactions portant sur des instruments financiers, et la gestion de fortune discrétionnaire ou individuelle se rapportant à un ou plusieurs instruments financiers dans le cadre d’un mandat obtenu par le client. La Banque peut réaliser des opérations de change liées aux services d’investissement précités. En outre, la Banque peut offrir et vendre des contrats d’épargne-logement ainsi que des produits d’assurance.

2. Principales méthodes comptables et d’évaluation

L’exercice social s’étend du 1^{er} janvier au 31 décembre de chaque année.

La Banque établit ses comptes annuels en euros (“EUR”), qui est la devise de son capital.

Les méthodes comptables de la Banque sont en conformité avec les prescriptions légales en vigueur au Grand Duché de Luxembourg et plus précisément à la loi modifiée du 17 juin 1992 relative aux comptes annuels et comptes consolidés des établissements de crédit de droit luxembourgeois (“la loi sur les comptes des banques”).

2.1 Actifs circulants

2.1.1 Créances

Les créances sont renseignées à leur valeur nominale. Les intérêts courus sont compris dans les comptes de régularisation à l'actif. Des corrections de valeur sont pratiquées si la valeur de réalisation est inférieure à la valeur nominale.

2.1.2 Valeurs mobilières à revenu fixe et à revenu variable

La Banque distingue les trois catégories de valeurs mobilières suivantes :

- Le portefeuille des immobilisations financières :

Il contient des valeurs mobilières à revenu fixe qui doivent être destinées à servir de façon durable à l'activité de la Banque, l'intention est de les maintenir dans le portefeuille des immobilisations financières en principe jusqu'à leur échéance.

- Le portefeuille de négociation :

Il englobe des valeurs mobilières à revenu fixe et à revenu variable qui sont acquises avec l'intention de les revendre à brève échéance (au maximum 12 mois). Elles doivent être négociables sur un marché présentant une liquidité assurée et les prix doivent être accessibles aux tiers.

- Le portefeuille de placement :

Il s'agit donc des valeurs mobilières ne faisant ni partie des immobilisations financières ni du portefeuille de négociation.

Ces valeurs sont détenues afin d'assurer un certain rendement à la Banque, de détenir un certain type d'actifs ou à des fins de gestion de la liquidité de la Banque.

Les valeurs mobilières sont évaluées de la manière suivante à la clôture de l'exercice :

- Portefeuille des immobilisations financières :

Les valeurs mobilières à revenu fixe faisant partie du portefeuille des immobilisations financières sont évaluées au prix d'acquisition dans la mesure où elles répondent aux conditions d'éligibilité prévues par la loi modifiée du 17 juin 1992 sur les comptes des établissements de crédit et la réglementation bancaire en vigueur.

Les différences positives (agios) entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement sont amorties de manière échelonnée sur la durée de vie restant à courir jusqu'à l'échéance des titres.

- Portefeuilles de placement et de négociation :

Les valeurs mobilières reprises dans ces portefeuilles sont évaluées selon la méthode "lower of cost or market".

Les différences positives (agios) entre le prix d'acquisition et le prix de remboursement sont amorties de manière échelonnée sur la durée de vie restant à courir jusqu'à l'échéance des titres.

- Méthode de sortie des valeurs mobilières :

En cas de vente, les actifs sont sortis du portefeuille respectif sur base de la méthode LIFO (last in first out).

2.2 Participations

Les participations ayant le caractère d'immobilisation sont évaluées en devise d'origine au prix d'acquisition à la date d'établissement du bilan.

A la clôture de chaque exercice, la valeur comptable des titres est comparée à la valeur boursière ou valeur probable de réalisation. Lorsque la réduction de valeur apparaît durable, une correction de valeur est constituée.

2.3 Actifs corporels et incorporels

Les actifs corporels et incorporels sont comptabilisés au bilan au prix d'acquisition diminué des corrections de valeur.

La valeur des actifs corporels dont l'utilisation est limitée dans le temps est diminuée des corrections de valeur calculées de manière à amortir systématiquement la valeur de ces éléments sur leur durée d'utilisation.

Les corrections de valeur sur actifs corporels sont pratiquées comme suit :

	Taux d'amortissement	Mode
Immeuble	10 ans à 50 ans	linéaire
Mobilier	4 ans à 10 ans	linéaire
Matériel informatique	4 ans à 6 ans	linéaire
Licence informatique	10 ans	linéaire
Fonds de commerce	5 ans	linéaire

2.4 Conversion des postes en devises

La Banque utilise la méthode de la comptabilité pluri-monétaire qui consiste à maintenir les postes d'actif et de passif dans leurs devises d'origine. Les actifs et passifs en monnaies étrangères sont convertis en euros aux cours de change au comptant applicables à la date de bilan.

Les revenus et charges exprimés en devises étrangères sont convertis en euros aux cours de change applicables à la date de leur enregistrement.

Les résultats de change qui découlent de ces principes d'évaluation sont enregistrés en compte de profits et pertes.

2.5 Provision forfaitaire pour actifs à risque

La politique de la Banque consiste à constituer si nécessaire, en accord avec les dispositions de la législation fiscale luxembourgeoise, une provision forfaitaire pour actifs à risque au sens de la réglementation prudentielle bancaire. Cette provision a pour objectif la couverture de risques probables mais non encore identifiés au moment de l'établissement des comptes annuels.

Conformément aux instructions du Directeur des Contributions du 16 décembre 1997, le taux maximum de la provision, constituée en déduction d'impôts, s'élève à 1,25 % des actifs à risque, sous réserve des dispositions transitoires.

La provision forfaitaire pour actifs à risque est à ventiler au prorata des éléments de l'assiette ayant servi au calcul de la provision, entre :

- Une part de correction de valeur, qui est à déduire des postes de l'actif qui composent les actifs à risque ; et
- Une part de provisions, qui est attribuable au risque de crédit affectant les éléments de hors bilan, au risque de change et aux risques de marché et qui figure au poste "Provisions : autres provisions" au passif du bilan.

La Banque déduit la provision forfaitaire pour actifs à risque du poste d'actif "Créances sur la clientèle" sur lequel elle calcule la provision.

Au 31 décembre 2019, aucune provision n'est enregistrée au titre de la provision forfaitaire pour actif à risques (2018 : EUR 0).

2.6 Présentation des données financières comparatives

Le chiffre de l'exercice se terminant le 31 décembre 2018 relatif au intérêts et produits assimilés sur valeur mobilières à revenu fixe a été reclassé afin d'assurer la comparabilité avec le chiffre de l'exercice se terminant le 31 décembre 2019.

3. Instruments financiers primaires de l'actif

La Banque ne détient pas de portefeuille de négociation.

A la clôture, les instruments financiers primaires de l'actif, en tenant compte de la provision spécifique et de la provisions forfaitaire, se composent suivant leur durée résiduelle comme suit.

Il est à noter que pour les crédits hypothécaires, la partie emprunteuse s'oblige à rembourser la créance à la Banque sur première demande.

31 décembre 2019	<= 3 mois EUR	> 3 mois <= 1 an EUR	> 1 an <= 5 ans EUR	> 5 ans EUR	Sans maturité EUR	Total EUR
Catégories d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	43.887.310,69	-	-	-	-	43.887.310,69
Créances sur les établissements de crédit	11.156.515,46	5.092.361,07	-	-	-	16.248.876,53
A vue	9.963.174,68	-	-	-	-	9.963.174,68
Luxembourg	9.963.174,68	-	-	-	-	9.963.174,68
Avec durée supérieur à vue et inférieur à 3 mois	1.193.340,78	5.092.361,07	-	-	-	6.285.701,85
Luxembourg	1.193.340,78	5.092.361,07	-	-	-	6.285.701,85
Créances sur la clientèle	15.016.710,44	6.309.263,38	18.631.602,38	150.128.330,96	-	190.085.907,16
Personnes morales	13.023.327,91	1.456.198,74	6.913.463,10	42.673.034,82	-	64.066.024,57
Zone A	13.023.327,91	1.456.198,74	6.913.463,10	42.673.034,82	-	64.066.024,57
Personnes physiques	1.993.382,53	4.853.064,64	11.718.139,28	107.455.296,14	-	126.019.882,59
Zone A	1.993.382,53	4.853.064,64	11.718.139,28	107.455.296,14	-	126.019.882,59
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	-	-	3.623.122,73	2.735.659,61	-	6.358.782,34
Actions et autres valeurs mobilières à revenus variables	-	-	-	-	1.371.042,18	1.371.042,18
Participations	-	-	-	-	396,24	396,24
Total	69.929.731,80	11.532.429,24	22.254.725,11	152.863.990,57	1.371.438,42	257.952.315,14

31 décembre 2018	<= 3 mois EUR	> 3 mois <= 1 an EUR	> 1 an <= 5 ans EUR	> 5 ans EUR	Sans maturité EUR	Total EUR
Catégories d'instruments (actifs financiers)						
Caisse, avoirs auprès des banques centrales et des offices des chèques postaux	57.802.650,43	-	-	-	-	57.802.650,43
Créances sur les établissements de crédit	8.357.300,86	4.458.465,08	-	-	-	12.815.765,94
A vue	6.851.718,76	-	-	-	-	6.851.718,76
Luxembourg	6.851.718,76	-	-	-	-	6.851.718,76
Avec durée supérieur à vue et inférieur à 3 mois	1.505.582,10	4.458.465,08	-	-	-	5.964.047,18
Luxembourg	1.505.582,10	4.458.465,08	-	-	-	5.964.047,18
Créances sur la clientèle	16.689.768,02	9.924.404,72	10.516.459,96	151.734.565,56	-	188.865.198,26
Personnes morales	14.249.633,68	3.067.064,96	3.569.250,42	41.351.454,12	-	62.237.403,18
Zone A	14.249.633,68	3.067.064,96	3.569.250,42	41.351.454,12	-	62.237.403,18
Personnes physiques	2.440.134,34	6.857.339,76	6.947.209,54	110.383.111,44	-	126.627.795,08
Zone A	2.440.134,34	6.857.339,76	6.947.209,54	110.383.111,44	-	126.627.795,08
Zone B	1.212,81	-	-	-	-	1.212,81
Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe	1.000.000,00	-	3.164.434,28	2.247.779,69	-	6.412.213,97
Actions et autres valeurs mobilières à revenus variables	-	-	-	-	1.871.571,50	1.871.571,50
Participations	-	-	-	-	401,82	401,82
Total	83.849.719,31	14.382.869,80	13.680.894,24	153.982.345,25	1.871.973,32	267.767.801,92

4 Obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe

Ce poste comprend les titres de créance considérés ou non comme des immobilisations financières, cotés en bourse, et émis par des établissements de crédits, des entreprises ou des organismes publics, dans la mesure où ils ne sont pas déjà intégrés dans un autre poste du bilan.

Les obligations et autres valeurs mobilières à revenu fixe acquises durant l'année 2019 sont détenues dans le portefeuille de placement. Aucune correction de valeur n'a été constituée à la date de clôture (2018 : EUR 0,00).

Au 31 décembre 2019, un amortissement des agios a été comptabilisé pour un montant de EUR 127.865,87 (2018 : EUR 57,139.62).

	2019 (EUR)	2018 (EUR)
Titres du portefeuille de placement	6.358.782,34	6.412.213,97

Au 31 décembre 2019, la Banque détient 10 expositions sous forme de dette souveraine contenue dans le portefeuille de placement.

5 Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable

Ce poste comprend des actions, parts sociales, parts d'organismes de placements collectifs et autres valeurs à revenu variable cotées ou non en bourse.

Toutes les actions et autres valeurs mobilières à revenu variable détenues par la Banque au 31 décembre 2019 (et au 31 décembre 2018) appartiennent au portefeuille de placement de la Banque.

Une correction de valeur a été comptabilisée sur ce poste pour l'année 2019 au montant de EUR 29.353,00 (2018 : EUR 23.739,34).

Les valeurs mobilières reprises sous la rubrique "Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable" ne sont pas admises à une cote officielle.

	2019 (EUR)	2018 (EUR)
Actions et autres valeurs mobilières à revenu variable	1.371.042,18	1.871.571,50
Juste valeur	1.439.302,16	1.929.029,41

6 Participations

Les participations ne sont pas admises à une cote officielle.

Aux 31 décembre 2019 et 2018, la Banque détient les participations suivantes, toutes évaluées à leur valeur d'acquisition :

	2019 (EUR)	2018 (EUR)
Visa Europe Limited., Luxembourg	240,00	240,00
Lux-Fund S.A., Luxembourg	156,24	161,82
	396,24	401,82

Le pourcentage de détention de la Banque dans les participations ci-dessus est inférieur à 20 %. La Banque n'a pas l'obligation d'établir des comptes consolidés.

L'activité principale de Lux-Fund S.A. est le conseil en investissement pour des fonds d'investissement. La société Visa Europe Limited est en charge de la distribution des cartes V-Pay. Elle n'est pas cotée. A ce titre il n'y a donc pas de valeurs de marché disponibles.

7 Mouvements de l'actif immobilisé

L'évolution de l'actif immobilisé de la Banque au cours de l'exercice a été la suivante :

Postes de l'actif immobilisé (exprimé en EUR)	Valeur d'acquisition au 1.1.19	Entrées/Sorties 2019	Valeur d'acquisition au 31.12.19	Corrections de valeur nettes cumulées au 1.1.19	Corrections de valeur nettes de l'année 2019	Corrections de valeur nettes cumulées au 31.12.19	Valeur nette au 31.12.19	Valeur nette au 31.12.18
Participations	401,82	(5,58)	396,24	-	-	-	396,24	401,82
Actifs incorporels	3.406.966,66	184.094,00	3.591.060,66	(1.267.116,93)	(358.035,32)	(1.625.152,25)	1.965.908,41	2.139.849,73
a) Fonds de commerce acquis à titre onéreux	567.917,83	-	567.917,83	(397.532,50)	(113.583,57)	(511.116,07)	56.801,76	170.385,33
b) Licences*	2.839.048,83	184.094,00	3.023.142,83	(869.584,43)	(244.451,75)	(1.114.036,18)	1.909.106,65	1.969.464,40
Actifs corporels								
dont :	2.411.494,01	25.012,65	2.436.506,66	(2.137.742,16)	(57.855,95)	(2.195.598,11)	240.908,55	273.751,85
a) Terrains et constructions	1.169.552,97	-	1.169.552,97	(918.942,04)	(40.271,06)	(959.213,10)	210.339,87	250.610,93
b) Autres installations, outillages et mobilier	1.241.941,04	25.012,65	1.266.953,69	(1.218.800,12)	(17.584,89)	(1.236.385,01)	30.568,68	23.140,92

* Les licences correspondent principalement au système bancaire T24.

8 Actifs corporels

Les terrains et constructions sont principalement composé par les deux bâtiments sis boulevard de la Pétrusse et ont été utilisés au cours de l'exercice se terminant le 31 décembre 2019 par la Banque dans le cadre de son activité propre.

9 Autres actifs

Au 31 décembre 2019, le montant de EUR 55.416,15 enregistré dans les autres actifs correspond principalement aux valeurs à recevoir à court terme (2018 : EUR 59.237,59).

10 Actifs en devises étrangères

Au 31 décembre 2019, le montant global des éléments d'actif libellés en devises autres que l'euro, est de EUR 5.099.157,40 (2018 : EUR 4.978.333,56).

11 Instruments financiers primaires du passif

Les instruments financiers primaires du passif se composent suivant leur durée résiduelle comme suit :

31 décembre 2019	<= 3mois EUR	> 3 mois <= 1 an EUR	> 1 an <= 5 ans EUR	> 5 ans EUR	Total EUR
Catégories d'instruments (passifs financiers)					
Dettes envers les établissements de crédits	5.716,01	-	-	-	5.716,01
Dettes envers la clientèle : dépôts d'épargne	135.161.817,18	10.153.598,51	18.257.462,44	-	163.572.878,13
Dettes envers la clientèle : autres dettes	72.265.589,49	8.508.439,34	3.879.077,57	-	84.653.106,40
Dettes représentées par un titre	143.551,58	-	-	-	143.551,58
	207.576.674,26	18.662.037,85	22.136.540,01	-	248.375.252,12

31 décembre 2018	<= 3mois EUR	> 3 mois <= 1 an EUR	> 1 an <= 5 ans EUR	> 5 ans EUR	Total EUR
Catégories d'instruments (passifs financiers)					
Dettes envers la clientèle : dépôts d'épargne	133.814.812,20	10.100.126,59	15.061.057,16	696.286,77	159.672.282,72
Dettes envers la clientèle : autres dettes	69.833.789,97	22.747.803,87	3.699.071,31	-	96.280.665,15
Dettes représentées par un titre	143.551,58	-	-	-	143.551,58
	203.792.153,75	32.847.930,46	18.760.128,47	696.286,77	256.096.499,45

12 Autres passifs

Au 31 décembre 2019, le montant de EUR 382.439,29 enregistré dans les autres passifs correspond principalement à des dettes envers les créanciers privilégiés, et aux impôts retenus à la source pour les résidents (2018 : EUR 302.217,28).

13 Parts sociales émises, réserves et résultats reportés

Au 31 décembre 2019, le capital souscrit s'élève à EUR 9.007.222,96 (2018 : EUR 9.007.222,96) représenté par 105.323 (2018 : 105.323) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 85,52 (2018 : EUR 85,52) chacune.

Suivant la loi luxembourgeoise sur les sociétés coopératives, il est fait annuellement, sur les bénéfices nets, un prélèvement de 5 % au moins, affecté à la constitution d'une réserve légale jusqu'à ce que cette réserve atteigne 10 % du capital social. Ce montant minimum devra être alloué en 2019 au titre de l'exercice 2018. La distribution de la réserve légale n'est pas permise.

L'évolution des parts sociales émises, des réserves et des résultats reportés peut être détaillée comme suit :

	Parts sociales émises EUR	Réserve légale EUR	Autres réserves EUR	Résultats reportés EUR
Solde au 1 ^{er} janvier 2019	9.007.222,96	328.679,50	2.435.331,96	40.616,56
Affectation du résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2018 :	-	-	-	52.340,17
- Transfert à la réserve légale	-	3.000,00	-	(3.000,00)
- Transfert à la réserve libre	-	-	(10.000,00)	(70.000,00)
- Transfert à la réserve de l'impôt sur la fortune	-	-	80.000,00	-
- Transfert à la réserve pour parts propres	-	-	-	-
Sociétaires entrants	-	-	-	-
Sociétaires sortants	-	-	-	-
Solde au 31 décembre 2019	9.007.222,96	331.679,50	2.505.331,96	19.956,73

14 Prêts subordonnés

La Banque a émis au cours de l'année 2019 un emprunt subordonné pour un montant de EUR 200.000. Cet emprunt s'ajoutant au montant déjà tiré en 2018 de EUR 1.100.000. Ces emprunts sont majoritairement souscrits par les administrateurs de la Banque.

15 Passifs en devises étrangères

Au 31 décembre 2019, le montant global des éléments de passif libellés en devises autres que l'euro, est de

EUR 5.099.165,15 (2018: EUR 4.978.056,63).

16 Renseignements sur la gestion du risque de crédit et du risque de marché

La Banque est exposée à un risque de crédit principalement sur les crédits proprement dits (particuliers, sociétés, établissements de crédit).

La politique de la Banque consiste à prendre un risque de crédit limité. Quand il s'agit de crédits hypothécaires, ceux-ci ne sont envisagés qu'à concurrence de collatéraux adéquats. Le crédit aux sociétés est réservé aux débiteurs de premier ordre.

Le montant de l'exposition au risque de crédit relatif à ces actifs est représenté par leur valeur comptable, nette de corrections de valeur.

L'exposition de la Banque au risque de crédit s'analyse principalement comme suit (exprimé en valeur brute) :

- Toutes les créances sur les établissements de crédit sont envers des banques luxembourgeoises ;
- Les crédits hypothécaires au montant de EUR 175.045.050,38 (2018 : EUR 174.946.257,76) sont tous garantis par des hypothèques de 1^{er} rang ;
- Les autres crédits "personnels" au montant brut de EUR 2.985.938,38 (2018 : EUR 3.461.708,06) sont plafonnés à EUR 50.000 par client (2018 : EUR 50.000) ; les montants accordés au-delà de cette limite ont eu l'aval du comité de crédits ;
- La Banque a accordé des lignes de crédit et des découverts en comptes courants pour un montant brut de EUR 12.014.516,99 (2018 : EUR 9.818.756,76) ;
- Les prêts étudiants alloués dans le cadre du programme d'aide financière de l'Etat, pour un montant total de EUR 839.097,67 (2018 : EUR 936.120,66) sont entièrement garantis par l'Etat ;
- La Banque a accordé des avances sur cartes de crédit pour un montant de EUR 280.775,69 (2018 : EUR 206.824,18).

Les établissements de crédit et la clientèle font partie de la zone A pour un montant brut de EUR 250.222.094,38 (2018 : EUR 259.482.401,82).

Depuis 2018, la Banque a affiné sa démarche d'analyse des provisions pour créances douteuses. Ainsi, la Banque s'est basée sur la méthodologie élaborée dans le contexte IFRS9 pour le reporting FinRep et a affiné son analyse au cas par cas pour la comptabilisation en LuxGaap.

Les risques de marché reflètent le risque de perte de la valeur économique de certains instruments détenus par la Banque, de fait de l'évolution défavorable des marchés.

La Banque ne dispose pas de portefeuille de négociation et n'est dès lors pas exposée de manière significative aux risques de marché.

17 Services de gestion et de représentation

La Banque offre des services en matière de détention d'avoirs de tiers.

Les titres gardés pour compte de la clientèle s'élèvent à EUR 20.052.975,56 au 31 décembre 2019 (2018 : EUR 19.529.003,12), évalués à leur valeur de marché.

18 Ventilation géographique des produits

Les revenus d'intérêts et de valeurs mobilières, les commissions ainsi que le résultat provenant d'opérations financières concernent des opérations réalisées principalement en Europe occidentale.

19 Autres produits d'exploitation

Ce poste se décompose comme suit :

	2019 EUR	2018 EUR
Prorata de déductibilité de la TVA	73.155,65	35.428,01
Produits de locations	0,00	112.750,00
Remboursements d'impôts	6.420,38	129.451,79
Remboursements sinistres AGDL	0,00	10.047,54
Autres	5.254,63	0,00
	84.830,66	287.677,42

20 Honoraires du Réviseur d'Entreprises

Les honoraires concernant les prestations fournies par PwC Luxembourg durant l'exercice à la Banque, sont présentés dans le tableau ci dessous :

	2019 EUR	2018 EUR
Contrôle légal des comptes annuels	140.000,00	138.525,00
Autres services d'audit	0,00	112.750,00
Autres services	4.500,00	0,00
	144.500,00	164.150,00

21 Effectif du personnel

Au cours de l'exercice 2019, le nombre moyen du personnel employé par la Banque se ventile comme suit :

	2019 Nombre	2018 Nombre
Membres de l'organe de Direction	2	2
Employés	27	25
	29	27

22 Rémunérations aux membres des différents organes

Les rémunérations allouées aux membres de l'organe de Direction de la Banque au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à EUR 415.198,83 (2018 : EUR 403.165,44).

Les tantièmes versés aux membres du Conseil d'Administration au cours de l'exercice 2019 s'élèvent à EUR 40.000,00 (2018 : EUR 72.000,00).

Il n'y a pas d'engagements en matière de pension envers les membres des organes d'Administration et de Direction.

23 Avances et crédits aux membres des différents organes

Aux 31 décembre 2019 et 31 décembre 2018, le montant des avances et crédits accordés par la Banque aux membres des organes de Direction et d'Administration se présente comme suit :

	2019 Avances et crédits (EUR)	2018 Avances et crédits (EUR)
Membres des organes de Direction et d'Administration	2.793.346,37	3.017.374,01

24 Provision AGDL et contributions FGDL

La loi relative aux mesures de résolution, d'assainissement et de liquidation des établissements de crédit et de certaines entreprises d'investissement ainsi qu'aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs (la « Loi »), transposant en droit luxembourgeois la Directive 2014/59/UE établissant un cadre pour le redressement et la résolution des établissements de crédit et des entreprises d'investissement ainsi que la directive 2014/49/UE relative aux systèmes de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs, a été votée en date du 18 décembre 2015.

Le système de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs en vigueur jusque-là, mis en œuvre « par l'Association pour la Garantie des Dépôts Luxembourg » (AGDL), est remplacé par un nouveau système contributif de garantie des dépôts et d'indemnisation des investisseurs. Le nouveau système garantit l'ensemble des dépôts éligibles d'un même déposant jusqu'à concurrence d'un montant de 100.000 EUR et les investissements jusqu'à concurrence d'un montant de 20.000 EUR. La Loi prévoit en outre que des dépôts résultant de transactions spécifiques ou remplissant un objectif social ou encore liés à des événements particuliers de la vie sont protégés au-delà de 100.000 EUR pour une période de 12 mois.

Les provisions constituées dans le cadre de l'AGDL sont utilisées/reprises au fur et à mesure de leur contribution au nouveau « Fonds de résolution Luxembourg » (FRL), respectivement au nouveau « Fonds de garantie des dépôts Luxembourg » (FGDL).

Le montant des moyens financiers du FRL devra atteindre, d'ici la fin de l'année 2024, au moins 1 % des dépôts garantis, tels que définis à l'article 1er numéro 36 de la Loi, de tous les établissements de crédit agréés dans tous les Etats membres participant. Ce montant sera collecté auprès des établissements de crédit par des contributions annuelles au cours des exercices 2015 à 2024.

Le niveau cible des moyens financiers du FGDL est fixé à 0,8 % des dépôts garantis, tels que définis à l'article 163 numéro 8 de la Loi, des établissements adhérents et devra être atteint d'ici la fin de l'année 2018. Les contributions sont à verser annuellement entre 2016 et 2018. Lorsque le niveau de 0,8 % sera atteint, les établissements de crédit luxembourgeois continueront de contribuer pendant 8 ans supplémentaires de sorte à constituer un coussin de sécurité supplémentaire de 0,8 % des dépôts garantis tels que définis à l'article 163 numéro 8 de la Loi.

Au cours de l'exercice 2019, la somme de EUR 176.967 (2018 : EUR 369.584) a été payée au titre du FGDL.

25 Engagements repris en hors bilan

Au 31 décembre 2019, la Banque était engagée dans les types d'opérations suivants :

	2019 EUR	2018 EUR
Engagements	23.115.611,59	10.608.772,21

Les engagements correspondent aux crédits confirmés non-utilisés, à savoir des offres de prêts fermes remises par la Banque à certains clients mais n'ayant pas encore été approuvés par ceux-ci à la date de clôture des comptes, à la partie non utilisée des lignes de crédit accordées, ainsi qu'à des garanties émises par la Banque.

26 Provisions pour impôts

Les provisions pour impôts représentent le montant de la dette fiscale estimée, diminuée des avances déjà versées à l'administration fiscale.

Au 31 décembre 2019, une charge requise d'impôt dû au titre de l'impôt sur la fortune a été enregistrée pour un montant de EUR 535,00.

Afin de bénéficier d'une réduction de la charge fiscale, la Banque s'est engagée à créer et à maintenir pendant 5 ans, une réserve spéciale pour réduction de l'impôt sur la fortune égale au quintuple des charges non provisionnées de l'impôt sur la fortune.

27 Rendement des actifs

Le rendement des actifs de la Banque au 31 décembre 2019 est de -0,6025 % (2018 : 0,019 %). Le rendement des actifs se calcule en divisant le résultat net de l'exercice par le total du bilan.

28 Autres charges d'exploitation

Pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 ce poste comprend essentiellement une charge exceptionnelle d'un montant de EUR 684.144,10 en relation avec l'incident opérationnel décrit à la note 29.1 ci-après.

29 Événements postérieurs à la clôture

29.1 Incident opérationnel

Les comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 ont été arrêtés initialement par le Conseil d'Administration en date du 6 mars 2020. Le rapport d'audit du cabinet de révision agréé sur ces comptes annuels a été émis à la même date.

Postérieurement à cet arrêté des comptes annuels en date du 6 mars 2020 et avant la tenue de l'assemblée générale, la Direction de la Banque a eu connaissance d'un incident opérationnel relatif à un exercice antérieur portant sur un crédit hypothécaire et qui a pour conséquence la diminution des créances à la clientèle pour un montant de EUR 643.679,20 et des comptes de régularisation actifs pour un montant de EUR 40.464,90.

Une défaillance technique, liée à un enchaînement d'erreurs humaines, sont à l'origine de cet incident.

Dans ces circonstances, la décision a été prise d'ajuster les comptes annuels de la Banque tels qu'arrêtés en date du 6 mars et d'inclure dans les présent comptes annuels ajustés une charge pour un montant de EUR 684.144,10 au poste « Autres charges d'exploitation ».

En date du 12 mai 2020, le Conseil d'Administration a pris la décision d'adopter les présent comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 tels qu'ajustés. Ils annulent et remplacent ceux arrêtés précédemment par le Conseil d'Administration en date du 6 mars 2020.

En date du 15 mai 2020, le cabinet de révision agréé a émis son rapport d'audit sur les présents comptes annuels pour l'exercice clos au 31 décembre 2019 tels qu'adoptés par le Conseil d'Administration en date du 12 mai 2020. Ce rapport d'audit daté du 15 mai 2020 annule et remplace celui daté du 6 mars 2020.

29.2 Covid-19

Dans le cadre de la lutte contre la propagation de COVID-19, Fortuna Banque s.c. a adapté son organisation afin de freiner le développement de la pandémie. Les dispositions prises sont en ligne avec les efforts du gouvernement luxembourgeois et respectent les recommandations de la CSSF.

Pour protéger ses employés tout en assurant un service minimal à sa clientèle, Fortuna Banque s.c. a placé un tiers de son effectif en télétravail. Un effectif réduit de 7 à 8 personnes est physiquement présent pour permettre la réalisation des activités de base.

Les équipes commerciales sont opérationnelles et disponibles par téléphone ou par e-mail pendant les heures de bureau.

Les membres de la Direction sont présents physiquement en alternance afin de soutenir les équipes sur place et pour limiter au maximum le risque de contagion.

Concernant l'activité de crédit, nous rappelons que la plupart des crédits (i.e. crédits immobiliers pour la grande majorité) sont couverts par des hypothèques et font l'objet d'un suivi quotidien.

A ce stade, bien qu'il soit encore prématuré d'évaluer les conséquences de cette crise mondiale et de l'impact que celle-ci aura sur les résultats de la Banque, aucun élément n'indique que la pérennité des activités de la Banque puisse être mise en doute. Ainsi, la Banque considère que la situation actuelle ne remet pas en cause les comptes annuels tels qu'arrêtés.



fortuna.lu

Siège social :
130-132, bd de la Pétrusse
L-2330 Luxembourg

Inscrite au RCSL
sous le numéro B7143

information@fortuna.lu
www.fortuna.lu